

COMMUNAUTE FRANÇAISE — FRANSE GEMEENSCHAP

MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

[C – 2023/48229]

5 OCTOBRE 2023. — Décret spécial portant diverses dispositions en matière de gouvernance, transparence, autonomie et contrôle des organismes qui dépendent de la Communauté française. — Erratum

5 OCTOBRE 2023. — *ERRATUM à la publication du décret spécial portant diverses dispositions en matière de gouvernance, transparence, autonomie et contrôle des organismes qui dépendent de la Communauté française (NUMAC 2023-46946, M.B. 22/11/2023, p. 108624) (1)*

Une erreur matérielle s'est glissée dans la publication relative au décret spécial portant diverses dispositions en matière de gouvernance, transparence, autonomie et contrôle des organismes qui dépendent de la Communauté française (en abrégé « le décret spécial ») :

- Dans l'intitulé du CHAPITRE 1. du décret spécial, il y a lieu de remplacer la date de promulgation du décret relatif à la gouvernance, à la transparence, à l'autonomie et au contrôle des organismes, des sociétés de bâtiments scolaires et des sociétés de gestion patrimoniale qui dépendent de la Communauté française « 4 octobre 2023 » par « 5 octobre 2023 ».

- Dans l'article 1^{er}. du décret spécial, au premier alinéa, il y a lieu de remplacer la date de promulgation du décret relatif à la gouvernance, à la transparence, à l'autonomie et au contrôle des organismes, des sociétés de bâtiments scolaires et des sociétés de gestion patrimoniale qui dépendent de la Communauté française « 4 octobre 2023 » par « 5 octobre 2023 ».

- Dans l'article 8. du décret spécial, il y a lieu de remplacer la date de promulgation du décret relatif à la gouvernance, à la transparence, à l'autonomie et au contrôle des organismes, des sociétés de bâtiments scolaires et des sociétés de gestion patrimoniale qui dépendent de la Communauté française « 4 octobre 2023 » par « 5 octobre 2023 ».

Repris dans son intégralité, il y a lieu de lire le décret spécial comme suit :

« 5 OCTOBRE 2023 - Décret spécial portant diverses dispositions en matière de gouvernance, transparence, autonomie et contrôle des organismes qui dépendent de la Communauté française

Le Parlement de la Communauté française a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

CHAPITRE 1. — *Disposition modifiant le décret du 5 octobre 2023 relatif à la gouvernance, à la transparence, à l'autonomie et au contrôle des organismes, des sociétés de bâtiments scolaires et des sociétés de gestion patrimoniale qui dépendent de la Communauté française*

Article 1^{er}. A l'article 1 alinéa 1^{er}, 1., 1.1, du décret du 5 octobre 2023 relatif à la gouvernance, à la transparence, à l'autonomie et au contrôle des organismes, des sociétés de bâtiments scolaires et des sociétés de gestion patrimoniale qui dépendent de la Communauté française, les modifications suivantes sont apportées :

1° un itéra *l*) rédigé comme suit est inséré : « *l*) l'Académie de Recherche et de l'Enseignement Supérieur (ci-après en abrégé ARES) visée par le décret du 7 novembre 2013 définissant le paysage de l'enseignement supérieur et l'organisation académique des études ; » ;

2° un itéra *m*) rédigé comme suit est inséré : « *m*) Wallonie Bruxelles Enseignement (ci-après en abrégé WBE) visé par le décret spécial du 7 février 2019 portant création de l'organisme public chargé de la fonction de Pouvoir organisateur de l'Enseignement organisé par la Communauté française ; ».

Art. 2. L'article 2, alinéa 2, du même décret est complété par deux points rédigés comme suit : « 15. L'article 1^{er}, 7., alinéa 2, et les articles 3 à 8 et 14 ne sont pas applicables à l'ARES. A l'exception de la disposition de l'article 1^{er}, 7., alinéa 2, relative à la limite d'un vice-président au sein de l'organe restreint de gestion ; 16. Les articles 3 à 6, 9, 14, 15, § 1^{er}, alinéas 1^{er} et 2, et les articles 16 à 19 ne s'appliquent pas à WBE. ».

Art. 3. L'article 15, § 1^{er}, du même décret est complété par un alinéa rédigé comme suit : « Par dérogation à alinéa 1^{er}, la date de remise du rapport annuel d'activités de l'ARES est fixée à l'article 31 du décret du 7 novembre 2013 définissant le paysage de l'enseignement supérieur et l'organisation académique des études. ».

Art. 4. A l'article 18, § 5, alinéa 2, du même décret les mots « et de l'ARES » sont insérés entre les mots « IPFI » et « couvre ».

Art. 5. A l'article 66 du même décret, les mots « *l*, et *m*) » sont insérés après les mots « *b*) à *e*) ».

CHAPITRE 2. — *Disposition modifiant le décret du 7 novembre 2013 définissant le paysage de l'enseignement supérieur et l'organisation académique des études*

Art. 6. Les articles 35 et 36 du décret du 7 novembre 2013 définissant le paysage de l'enseignement supérieur et l'organisation académique des études sont abrogés.

Art. 7. § . 1^{er}. A l'article 28 du même décret, le § 2 est remplacé comme suit : « § 2. Le Gouvernement désigne également, sur proposition du Conseil d'administration, un vice-président parmi les membres effectifs visés au § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2°, 3°, 4° et 5°.

Lorsqu'il propose un vice-président, le Conseil d'administration veille à une stricte alternance entre les différentes formes d'enseignement représentées.

Le mandat est d'un an renouvelable.

En cas d'empêchement du Président ou de vacance de la fonction, ses fonctions sont provisoirement exercées par le Vice-Président. ».

§ 2. A l'article 32 du même décret, l'alinéa 1^{er} est remplacé comme suit : « Le Bureau exécutif de l'ARES est désigné par le Conseil d'administration ; il est composé de neuf membres, répartis comme suit :

1° le président ;

2° le vice-président ;

3° trois membres, n'ayant pas la qualité de vice-président, issus des catégories visées à l'article 28, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2°, 3°, 4° et 5°, sans qu'ils ne puissent provenir de la même forme d'enseignement que celle dont provient le vice-président, proposés par celles-ci ;

4° deux membres issus de la catégorie visée à l'article 28, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 6°, proposés par celle-ci ;

5° deux membres issus de la catégorie visée à l'article 28, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 7°, proposés par celle-ci.

Leur mandat est d'un an, renouvelable. ».

§ 3. A l'article 38 du même décret, à l'alinéa 1^{er}, les mots chaque vice-président » sont remplacés par « parmi ceux-ci, chaque membre ».

CHAPITRE 3. — *Disposition modifiant le décret spécial du 7 février 2019 portant création de l'organisme public chargé de la fonction de Pouvoir organisateur de l'Enseignement organisé par la Communauté française*

Art. 8. Dans l'article 1^{er}, 4°, du décret spécial du 7 février 2019 portant création de l'organisme public chargé de la fonction de Pouvoir organisateur de l'Enseignement organisé par la Communauté française, les mots « décret du 9 janvier 2003 relatif à la transparence, à l'autonomie et au contrôle des organismes publics, des sociétés de bâtiments scolaires et des sociétés de gestion patrimoniale qui dépendent de la Communauté française » sont remplacés par les mots « décret du 5 octobre 2023 relatif à la gouvernance, à la transparence, à l'autonomie et au contrôle des organismes, des sociétés de bâtiments scolaires et des sociétés de gestion patrimoniale qui dépendent de la Communauté française ».

Art. 9. L'article 12 du même décret est remplacé par ce qui suit : « § 1^{er}. Le Conseil WBE élit un président et un vice-président parmi les membres visés à l'article 5, alinéa 1^{er}. Ils tirent leur mandat de groupes politiques reconnus différents.

Le règlement organique prévoit les règles de remplacement en cas d'absence ou d'empêchement du président et du vice-président.

§ 2. Le président, le vice-président, un administrateur visé à l'article 5, alinéa 1^{er} désigné par le Conseil WBE et l'administrateur général forment le Bureau chargé de l'instruction des dossiers à présenter au Conseil WBE et des missions que lui délègue ce dernier. ».

CHAPITRE 4. — *dispositions finales*

Art. 10. Le présent décret entre en vigueur le 1^{er} janvier 2024, à l'exception des articles 2 à 4 et 7 qui entrent en vigueur le 14 septembre 2024.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Bruxelles, le 5 octobre 2023.

Ministre-Président, en charge des Relations internationales, des Sports et de l'Enseignement de Promotion sociale,

P.-Y. JEHOLET

Vice-Président et Ministre du Budget, de la Fonction publique, de l'Egalité des chances
et de la tutelle sur Wallonie-Bruxelles Enseignement,

F. DAERDEN

Vice-Présidente et Ministre de l'Enfance, de la Santé, de la Culture, des Médias et des Droits des Femmes,

B. LINARD

Ministre de l'Enseignement supérieur, de la Recherche scientifique, des Hôpitaux universitaires,
de l'Aide à la Jeunesse, des Maisons de justice, de la Jeunesse et de la Promotion de Bruxelles,

F. BERTIEAUX

Ministre de l'Education,

C. DESIR

—
Note

(1) *Session 2023-2024*

Documents du Parlement. – Projet de décret, n° 586-1. – Rapport de commission, n° 586-2 - Texte adopté en séance plénière, n° 586-3

Compte rendu intégral. – Discussion et adoption. - Séance du 4 octobre 2023. ».

—————
VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

[C – 2023/48229]

5 OKTOBER 2023. — Bijzonder decreet houdende diverse bepalingen inzake het bestuur, de transparantie, de autonomie en de controle in verband met de instellingen die onder de Franse Gemeenschap ressorteren. — Erratum

5 OKTOBER 2023. — *ERRATUM bij de bekendmaking van het bijzonder decreet houdende diverse bepalingen inzake het bestuur, de transparantie, de autonomie en de controle in verband met de instellingen die onder de Franse Gemeenschap ressorteren (NUMAC 2023-46946, B.S. 22/11/2023, blz. 108626) (1)*

Er is een materiële fout ingegrepen in de bekendmaking met betrekking tot het bijzonder decreet houdende diverse bepalingen inzake het bestuur, de transparantie, de autonomie en de controle in verband met de instellingen die onder de Franse Gemeenschap ressorteren (afgekort « het bijzonder decreet ») :

- In het opschrift van HOOFDSTUK 1. van het bijzonder decreet dient de datum van afkondiging van het decreet betreffende het bestuur, de transparantie, de autonomie en de controle in verband met de instellingen, de maatschappijen voor schoolgebouwen en de maatschappijen voor vermogensbeheer die onder de Franse Gemeenschap ressorteren van « 4 oktober 2023 » vervangen te worden door « 5 oktober 2023 ».

- In artikel 1 van het bijzonder decreet, in het eerste lid, dient de datum van afkondiging van het decreet betreffende het bestuur, de transparantie, de autonomie en de controle in verband met de instellingen, de maatschappijen voor schoolgebouwen en de maatschappijen voor vermogensbeheer die onder de Franse Gemeenschap ressorteren van « 4 oktober 2023 » vervangen te worden door « 5 oktober 2023 ».

- In artikel 8 van het bijzonder decreet dient de datum van afkondiging van het decreet betreffende het bestuur, de transparantie, de autonomie en de controle in verband met de instellingen, de maatschappijen voor schoolgebouwen en de maatschappijen voor vermogensbeheer die onder de Franse Gemeenschap ressorteren van « 4 oktober 2023 » vervangen te worden door « 5 oktober 2023 ».

Opgenomen in zijn geheel moet het bijzonder decreet als volgt gelezen worden :

« 5 OKTOBER 2023 - Bijzonder decreet houdende diverse bepalingen inzake het bestuur, de transparantie, de autonomie en de controle in verband met de instellingen die onder de Franse Gemeenschap ressorteren

Het Parlement van de Franse Gemeenschap heeft aangenomen en Wij, Regering, bekrachtigen hetgeen volgt :

HOOFDSTUK 1. — Bepalingen tot wijziging van het decreet van 5 oktober 2023 betreffende het bestuur, de transparantie, de autonomie en de controle in verband met de instellingen, de maatschappijen voor schoolgebouwen en de maatschappijen voor vermogensbeheer die onder de Franse Gemeenschap ressorteren

Artikel 1. In artikel 1, eerste lid, 1., 1.1, van het decreet van 5 oktober 2023 betreffende het bestuur, de transparantie, de autonomie en de controle in verband met de instellingen, de maatschappijen voor schoolgebouwen en de maatschappijen voor vermogensbeheer die onder de Franse Gemeenschap ressorteren, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° een als volgt opgesteld punt *l*) wordt ingevoegd: « *l*) de Academie voor Onderzoek en Hoger Onderwijs (hierna ARES afgekort) bedoeld in het decreet van 7 november 2013 tot bepaling van het hogeronderwijslandschap en de academische organisatie van de studies ; » ;

2° een als volgt opgesteld punt *m*) wordt ingevoegd : « *m*) Wallonie Bruxelles Enseignement (hierna WBE afgekort) bedoeld in het bijzonder decreet van 7 februari 2019 tot oprichting van de overheidsinstelling belast met het ambt van inrichtende macht voor het onderwijs georganiseerd door de Franse Gemeenschap;”.

Art. 2. Artikel 2, tweede lid, van hetzelfde decreet wordt aangevuld met twee punten, luidend als volgt : « 15. Artikel 1, 7., tweede lid, en de artikelen 3 tot 8 en 14 zijn niet van toepassing op ARES. Met uitzondering van de bepaling van artikel 1, 7, tweede lid, betreffende de beperking tot een vicevoorzitter binnen het beperkte beheersorgaan; 16. De artikelen 3 tot 6, 9, 14, 15, § 1, eerste lid en tweede lid, en de artikelen 16 tot 19 zijn niet van toepassing op WBE. ».

Art. 3. Artikel 15, § 1, van hetzelfde decreet wordt aangevuld met een lid, luidend als volgt : « In afwijking van het eerste lid wordt de datum voor de indiening van het jaarlijkse activiteitenverslag van ARES vastgesteld in artikel 31 van het decreet van 7 november 2013 tot bepaling van het hogeronderwijslandschap en de academische organisatie van de studies. ».

Art. 4. In artikel 18, § 5, tweede lid, van hetzelfde decreet worden de woorden « en ARES » ingevoegd tussen de woorden « IPFI » en « dekt ».

Art. 5. In artikel 66 van hetzelfde decreet worden de woorden « *l*, en *m*) » ingevoegd na de woorden « *b*) tot *e*) ».

HOOFDSTUK 2. — Bepalingen tot wijziging van het decreet van 7 november 2013 tot bepaling van het hogeronderwijslandschap en de academische organisatie van de studies

Art. 6. De artikelen 35 en 36 van het decreet van 7 november 2013 tot bepaling van het hogeronderwijslandschap en de academische organisatie van de studies worden opgeheven.

Art. 7. § . 1. - In artikel 28 van hetzelfde decreet wordt § 2 vervangen als volgt : « § 2. De Regering benoemt ook, op voorstel van de Raad van bestuur, een vicevoorzitter uit de werkende leden bedoeld in § 1, eerste lid, 2°, 3°, 4° en 5°.

Bij het voordragen van een vicevoorzitter zorgt de Raad van Bestuur voor een strikte afwisseling tussen de verschillende vertegenwoordigde onderwijsvormen.

Het mandaat duurt één jaar en is hernieuwbaar.

Bij verhindering van de voorzitter of als de functie vacant is, wordt de functie voorlopig uitgeoefend door een ondervoorzitter. ».

§ 2. - In artikel 32 van hetzelfde decreet wordt het eerste lid vervangen als volgt : « Het uitvoerend bureau van de ARES wordt door de raad van bestuur aangesteld; het wordt samengesteld uit negen leden, verdeeld als volgt :

1° de voorzitter ;

2° de vicevoorzitter ;

3° drie leden die niet de hoedanigheid van vicevoorzitter hebben, afkomstig uit de categorieën bedoeld in artikel 28, § 1, eerste lid, 2°, 3°, 4° en 5°, zonder dat zij uit dezelfde onderwijsvorm kunnen komen als die waaruit de vicevoorzitter komt, door hen voorgedragen;

4° twee leden uit de categorie bedoeld in artikel 28, § 1, eerste lid, 6°, door haar voorgedragen ;

5° twee leden uit de categorie bedoeld in artikel 28, § 1, eerste lid, 7°, door haar voorgedragen.

Het mandaat duurt één jaar en is hernieuwbaar. ».

§ 3. In artikel 38 van hetzelfde decreet, in het eerste lid, worden de woorden « iedere ondervoorzitter » vervangen door de woorden « onder hen, elk lid ».

HOOFDSTUK 3. — Bepalingen tot wijziging van het bijzonder decreet van 7 februari 2019 tot oprichting van de overheidsinstelling belast met het ambt van inrichtende macht voor het onderwijs georganiseerd door de Franse Gemeenschap

Art. 8. In artikel 1, 4°, van het bijzonder decreet van 7 februari 2019 tot oprichting van de overheidsinstelling belast met het ambt van inrichtende macht voor het onderwijs georganiseerd door de Franse Gemeenschap, worden de woorden « decreet van 9 januari 2003 betreffende de doorzichtigheid, de autonomie en de controle in verband met de overheidsinstellingen, de maatschappijen voor schoolgebouwen en de maatschappijen voor vermogensbeheer die onder de Franse Gemeenschap ressorteren » vervangen door de woorden « decreet van 5 oktober 2023 betreffende het bestuur, de transparantie, de autonomie en de controle in verband met de instellingen, de maatschappijen voor schoolgebouwen en de maatschappijen voor vermogensbeheer die onder de Franse Gemeenschap ressorteren ».

Art. 9. Artikel 12 van hetzelfde decreet wordt vervangen als volgt : « § 1. De WBE-Raad verkiest een voorzitter en een vicevoorzitter uit de leden bedoeld in artikel 5, eerste lid. Ze krijgen hun mandaat van verschillende erkende politieke fracties.

Het organiek reglement voorziet in vervangingsregels bij afwezigheid of verhindering van de voorzitter en de vicevoorzitter.

§ 2. De voorzitter, de vicevoorzitter, een bestuurder bedoeld in artikel 5, eerste lid, aangesteld door de WBE-Raad en de algemene bestuurder vormen een bureau, dat verantwoordelijk is voor het onderzoek van de aan de WBE-Raad voor te leggen dossiers en de opdrachten die deze laatste door de Raad werden toevertrouwd. ».

HOOFDSTUK 4. — *Slotbepaling*

Art. 10. Dit decreet treedt in werking op 1 januari 2024, met uitzondering van de artikelen 2 tot 4 en 7 die op 14 september 2024 in werking treden.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Brussel, 5 oktober 2023.

De Minister-President, belast met Internationale Betrekkingen, Sport en Onderwijs voor sociale promotie,
P.-Y. JEHOLET

De Vicepresident en Minister van Begroting, Ambtenarenzaken,
Gelijke kansen en het toezicht op Wallonie-Bruxelles Enseignement,
F. DAERDEN

De Vicepresidente en Minister van Kind, Gezondheid, Cultuur, Media en Vrouwenrechten,
B. LINARD

De Minister van Hoger Onderwijs, Wetenschappelijk Onderzoek, Universitaire ziekenhuizen,
Hulpverlening aan de Jeugd, Justitiehuisen, Jeugd en Promotie van Brussel,
F. BERTIEAUX

De Minister van Onderwijs,
C. DESIR

—
Nota

(1) *Zitting* 2023-2024

Stukken van het Parlement. - Ontwerp van decreet, nr. 586-1 - Commissieverslag, nr. 586-2 - Tekst aangenomen tijdens de plenaire vergadering, nr. 586 -3

Integraal verslag. - Bespreking en aanneming. - Vergadering van 4 oktober 2023. ».

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2023/206798]

9 NOVEMBRE 2023. — Décret portant assentiment à l'accord de coopération du 21 septembre 2023 modifiant l'accord de coopération du 20 mars 2014 conclu entre la Région wallonne et la Communauté française relatif à l'équipement mis à disposition dans le cadre de la refondation de l'enseignement qualifiant et à la collaboration entre les centres de technologies avancées et les centres de compétence (1)

Le Parlement de la Communauté française a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

Article unique. — Assentiment est donné à l'accord de coopération du 21 septembre 2023 modifiant l'accord de coopération du 20 mars 2014 entre la Région wallonne et la Communauté française relatif à l'équipement mis à disposition dans le cadre de la refondation de l'enseignement qualifiant et à la collaboration entre les centres de technologies avancées et les centres de compétence.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur Belge*.

Bruxelles, le 9 novembre 2023.

Le Ministre-Président, en charge des Relations internationales,
des Sports et de l'Enseignement de Promotion sociale,
P.-Y. JEHOLET

Le Vice-Président et Ministre du Budget, de la Fonction publique,
de l'Égalité des Chances et de la Tutelle sur Wallonie-Bruxelles Enseignement,
F. DAERDEN

La Vice-Présidente et Ministre de l'Enfance, de la Santé, de la Culture, des Médias et
des Droits des Femmes,
B. LINARD

La Ministre de l'Enseignement supérieur, de la Recherche scientifique, des Hôpitaux universitaires,
de l'Aide à la Jeunesse, des Maisons de Justice, de la Jeunesse et de la Promotion de Bruxelles,
F. BERTIEAUX

La Ministre de l'Éducation,
C. DESIR

—
Note

(1) Session 2023-2024

Documents du Parlement - Projet de décret, n° 594-1 - Rapport de commission, n° 594-2 - Texte adopté en séance plénière, n° 594-3.

Compte rendu intégral - Discussion et adoption - Séance du 08 novembre 2023.